



**B U R K I N A F A S O**  
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚  
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

au 2ème trimestre 2014

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 02/2014

# SOMMAIRE

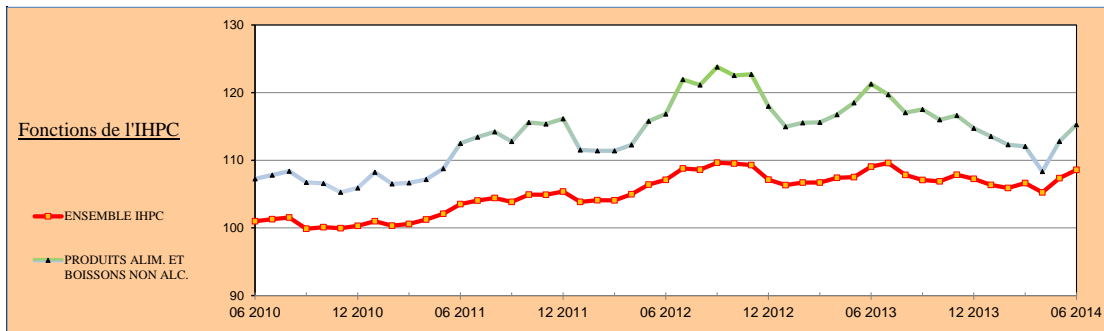
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>9</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>14</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>17</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>22</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>23</b>

## Secteur réel

Le deuxième trimestre 2014 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère hausse des prix à la consommation tirée par le transport et le logement. Cette hausse est atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires notamment les produits agricoles et de l'élevage. Quant à l'industrie, au premier trimestre 2014, il a été constaté une hausse saisonnière due principalement au secteur cotonnier.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>108,0</b>	<b>108,2</b>	<b>107,3</b>	<b>106,3</b>	<b>107,1</b>	<b>0,7%</b>	<b>-0,9%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	118,8	118,1	115,8	112,6	112,1	-0,4%	-5,6%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	103,2	101,2	106,8	102,5	99,6	-2,9%	-3,5%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,9	101,9	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	111,5	116,2	116,6	115,2	117,8	2,2%	5,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,5	98,6	98,6	98,7	98,8	0,1%	0,3%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	105,9	106,0	106,0	108,8	114,6	5,3%	8,2%
COMMUNICATION	63,2	63,6	64,6	64,5	64,2	-0,6%	1,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,5	97,0	96,2	96,2	96,3	0,1%	-1,2%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	104,4	104,4	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	115,9	116,0	113,9	113,4	113,2	-0,1%	-2,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,9	103,9	103,9	104,3	105,0	0,7%	1,0%



Au deuxième trimestre 2014, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,9% en variation annuelle. Cependant, en glissement trimestriel, c'est une légère hausse de 0,7% qui a été enregistrée.

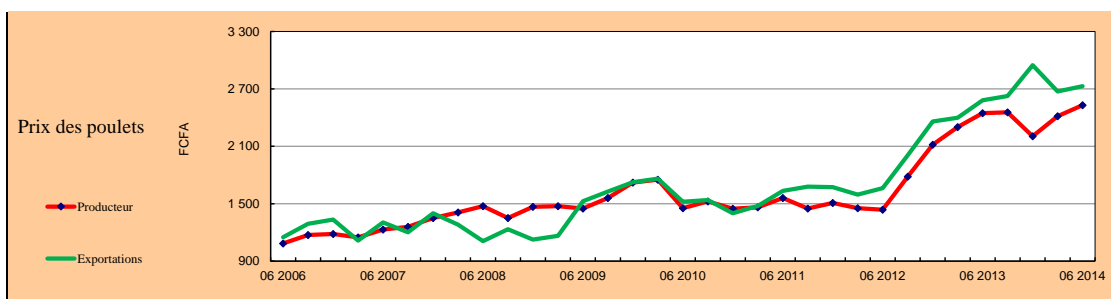
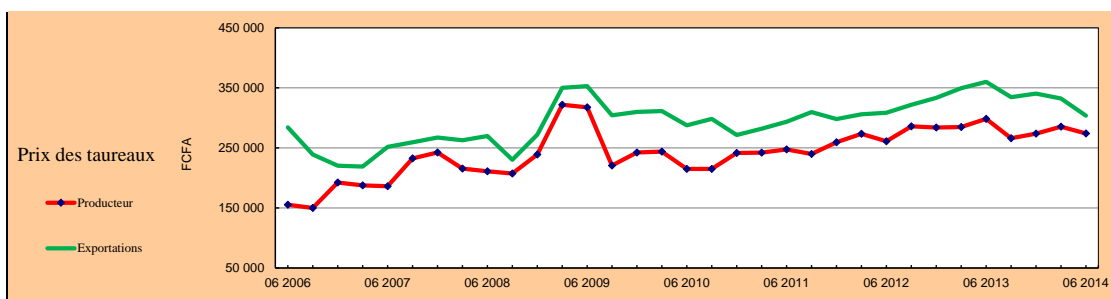
La baisse en glissement annuel du niveau général des prix est essentiellement imputable à un recul des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-5,6%), des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-3,5%) et des services des "restaurants et hôtels" (-2,3%).

Quant à la légère hausse relevée en glissement trimestriel, elle est tributaire à une surcote des services de "transport" (+5,3%) et à une augmentation du coût de "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" dont l'indice s'est accru de 2,2%.

En fin juin 2014, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (-0,8%) contre (+3,1%) en juin 2013. Les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère conjuguées aux bons résultats de la campagne agricole 2013-2014 expliqueraient cette maîtrise de l'inflation.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	298 233	266 177	273 740	285 368	274 127	-3,9%	-8,1%	
Prix à l'exportation du taureau	360 013	334 647	340 563	332 147	303 827	-8,5%	-15,6%	
Prix au producteur du bélier	41 089	40 558	42 954	42 579	41 793	-1,8%	1,7%	
Prix à l'exportation du bélier	47 802	46 604	47 582	48 886	48 634	-0,5%	1,7%	
Prix au producteur du bouc	22 201	20 854	23 931	25 568	24 261	-5,1%	9,3%	
Prix à l'exportation du bouc	32 827	30 578	34 321	38 165	35 364	-7,3%	7,7%	
Prix au producteur du poulet	2 447	2 456	2 205	2 414	2 530	4,8%	3,4%	
Prix à l'exportation du poulet	2 582	2 625	2 948	2 674	2 728	2,0%	5,7%	
Prix au producteur de la pintade	2 424	2 482	2 464	2 343	2 443	4,3%	0,8%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 626	2 979	3 023	2 504	2 652	5,9%	1,0%	



Le deuxième trimestre 2014 a été marqué d'une part par une baisse des prix du taureau et des petits ruminants (bélier et bouc) et d'autre part par une hausse des prix de la volaille en glissement trimestriel.

L'observation des prix du taureau montre une tendance à la baisse comparativement à leur niveau du trimestre écoulé sur les marchés (production et exportation). Les baisses observées sont de 3,9% sur les marchés de production et de 8,5% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, ces prix affichent sur tous les marchés une tendance baissière également. Cette tendance baissière des prix serait due à la baisse de la demande de bovins de 12,4%.

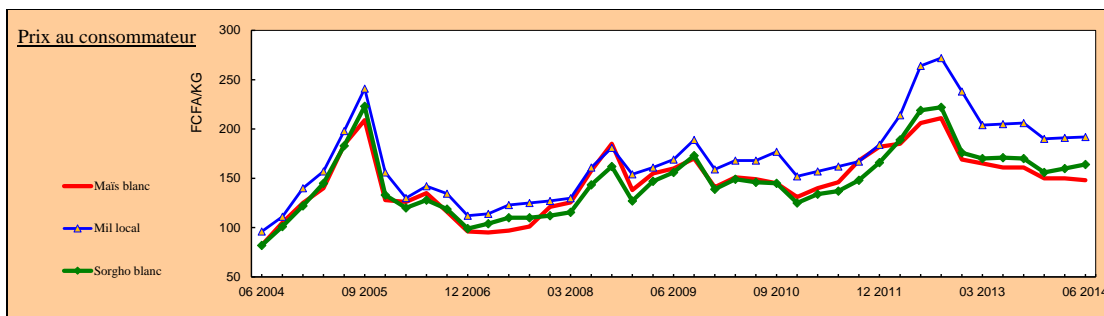
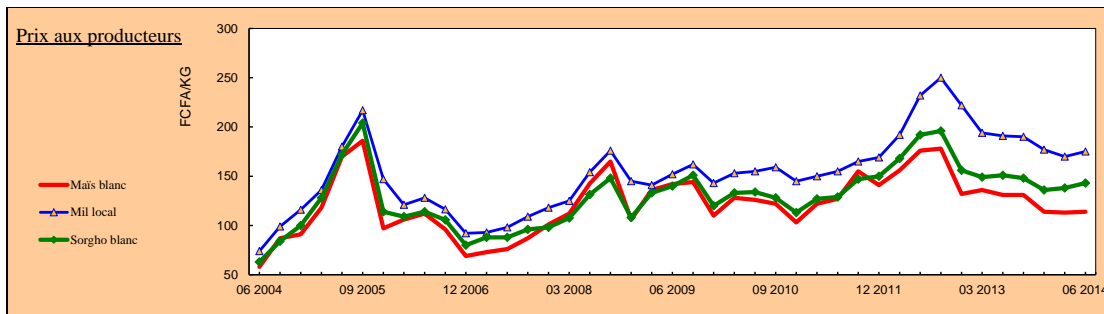
Au niveau des petits ruminants, le niveau d'approvisionnement (offre) des marchés a connu une hausse (+5,7%) par rapport au trimestre précédent. Cette situation a eu pour corollaire la baisse des prix du bélier et du bouc sur les marchés. Malgré la baisse observée, les prix des petits ruminants affichent dans l'ensemble une hausse en glissement annuel et sur tous les marchés.

Quant aux marchés de volailles, les prix sont en progression sur les marchés de production de 4,8% pour le poulet et de 4,3% pour la pintade en glissement trimestriel. Les prix sur les marchés d'exportation ont connu des évolutions similaires et sont de 2,0% pour le poulet et 5,9% pour la pintade. Cette tendance des prix du poulet et de la pintade s'expliquerait par une baisse de l'offre de volaille de 13,3% et une hausse de 2,1% de la demande par rapport au trimestre précédent.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	131,0	131,0	114,0	113,0	114,0	0,9%	-13,0%
Prix au consommateur du maïs blanc	161,0	161,0	150,0	150,0	148,0	-1,3%	-8,1%
Prix au producteur du mil local	191,0	190,0	177,0	170,0	175,0	2,9%	-8,4%
Prix au consommateur du mil local	205,0	206,0	190,0	191,0	192,0	0,5%	-6,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	148,0	136,0	138,0	143,0	3,6%	-5,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	171,0	170,0	156,0	160,0	164,0	2,5%	-4,1%



L'offre céréalière a été satisfaisante au cours de ce second trimestre de l'année. Une bonne disponibilité céréalière a été observée sur les marchés et l'approvisionnement de ces derniers s'est effectué à travers les stocks commerçants. Ces stocks se maintiennent toujours à un bon niveau. La demande sur les marchés est stable et relativement faible par rapport à l'année passée à la même période. Cela s'explique par plusieurs facteurs : la présence des stocks ménages dans les zones de productions, la baisse des flux transfrontaliers, la faiblesse des revenus des ménages dans les zones déficitaires pour l'acquisition des céréales sur les marchés mais aussi par la présence des boutiques témoins du projet PASA.

Les prix des céréales sur les marchés n'ont pas beaucoup évolué ce trimestre. Une relative stabilité est observée comparativement au trimestre passé. Les moyennes trimestrielles ressortent des prix producteurs de 114 FCFA le kg pour le maïs, à 175 CFA pour le mil et 143 FCFA pour le sorgho. A la consommation, il a été enregistré 148 FCFA le kg pour le maïs, 192 FCFA pour le mil et 164 FCFA pour le sorgho. Comparativement au trimestre précédent, les prix à la collecte ont enregistré de légères hausses de prix de 4% pour le sorgho, de 3% pour le mil, et une stabilité pour le maïs, sur les marchés de collecte. Par rapport au même trimestre de l'année passée, les variations sont en baisse : -13% pour le maïs, -8% pour le mil et -5% pour le sorgho. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix du trimestre sont en baisse de 19% pour le maïs et 4% pour le sorgho. Le prix du maïs est demeuré stable par rapport à cette période.

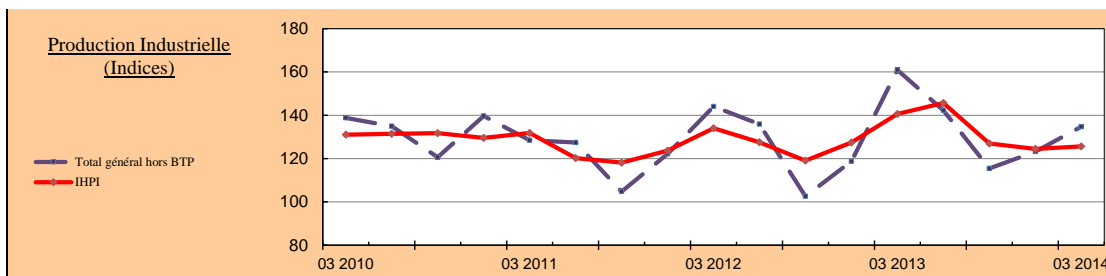
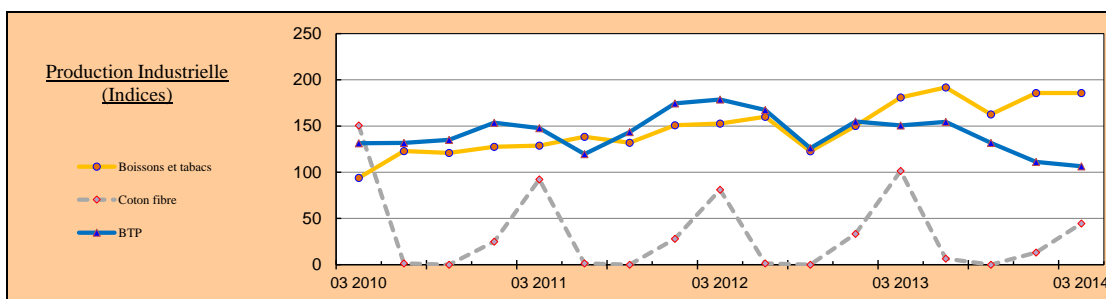
Sur les marchés de détail, les variations par rapport au trimestre précédent sont de +3% pour le sorgho et des stabilités pour le maïs et le mil. Comparativement à 2013, des baisses de prix de 8%, 7% et 4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho ont été enregistrées. Par rapport à la moyenne quinquennale une baisse de 10% pour le maïs et des stabilités pour le mil et le sorgho ont été observées.

Les marchés les plus chers de ce trimestre se retrouvaient dans la région du sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé,) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 13 500 FCFA pour le maïs, 15 000 FCFA pour le sorgho et 19 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), les Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et les Cascades (Douna) avec des moyennes de 11 500 FCFA le sac de maïs, 13 000 FCFA le sac de sorgho et 17 000 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

### INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	101,4	6,6	0,0	13,1	44,5	239,3%	-56,1%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	168,4	170,7	146,3	158,8	165,1	4,0%	-2,0%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	100,2	13,7	6,5	15,3	46,4	202,9%	-53,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 041,2	926,5	814,9	1 119,7	914,3	-18,3%	-12,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	173,7	148,2	125,1	126,3	142,9	13,1%	-17,7%
BOISSONS ET TABAC	180,9	191,8	162,5	185,8	185,7	0,0%	2,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	173,7	148,2	125,1	126,3	142,9	13,1%	-17,7%
BOULANGERIES, MEUNERIES	137,2	175,0	179,8	146,3	135,3	-7,6%	-1,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	144,1	125,8	109,7	102,7	123,6	20,3%	-14,2%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	88,1	84,5	72,2	37,6	65,8	75,2%	-25,3%
INDUSTRIES CHIMIQUES	80,5	76,6	72,9	58,0	75,7	30,4%	-5,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	11,2	8,3	8,0	12,1	4,6	-61,8%	-58,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	111,2	169,6	125,5	119,0	107,4	-9,7%	-3,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	150,7	154,5	131,7	111,2	106,5	-4,2%	-29,3%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>160,9</b>	<b>142,2</b>	<b>115,4</b>	<b>123,2</b>	<b>134,7</b>	<b>9,4%</b>	<b>-16,3%</b>
<b>IHPI</b>	<b>159,6</b>	<b>143,9</b>	<b>117,6</b>	<b>121,6</b>	<b>131,0</b>	<b>7,7%</b>	<b>-17,9%</b>



L'activité industrielle s'est relativement améliorée au 1er trimestre 2014. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2007, s'est établi à 131,0 points d'indice, en progression de 7,7% en glissement trimestriel. Cependant, comparé au même trimestre de l'année précédente, l'indice a connu une baisse de plus grande ampleur (-17,9%).

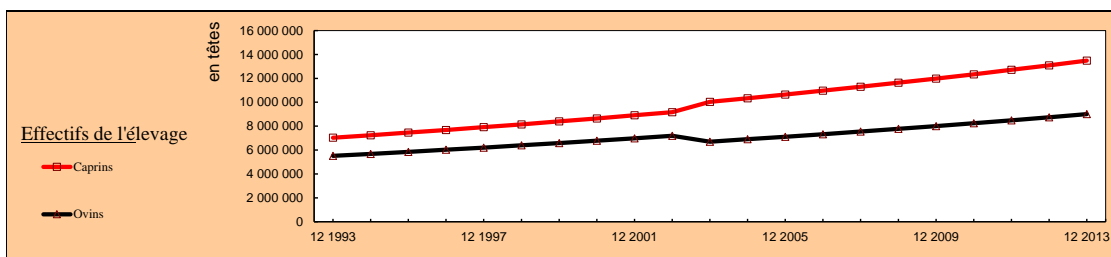
L'augmentation de la production dans les industries textiles et du cuir, les industries alimentaires, de boissons et de tabac, ainsi que les industries chimiques, a fortement contribué à la hausse de l'indice IHPI. En effet, avec la reprise de l'activité saisonnière d'égrenage de coton, l'indice des industries textiles a cru de 202,9% en glissement trimestriel, en dépit d'une baisse de 53,7% en glissement annuel. L'évolution de l'indice des industries alimentaires, de boissons et de tabac est similaire à celle de l'indice global avec une hausse légère de 4,0% en glissement trimestriel et une faible baisse de 2% en glissement annuel. Enfin, les industries chimiques, avec notamment la production des unités de fabrication de piles, ont connu une hausse de 30,4% en glissement trimestriel et une baisse de 5,9% en glissement annuel.

D'importantes branches industrielles ont enregistré une baisse notable de leurs productions. Les principales sont les industries extractives et celles du secteur eau, électricité et gaz, dont les indices ont connu des baisses respectives de 19,3% et 9,7% en glissement trimestriel. En glissement annuel, les indices des deux secteurs ont également baissé, respectivement de 12,2% et 3,4%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Effectif de bovins (en têtes)	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	36 420	37 512	38 638	39 797	40 991	3,0%	3,0%

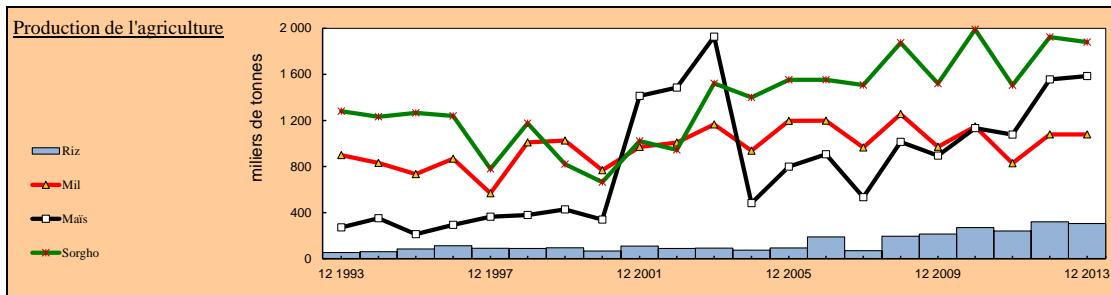


L'estimation des effectifs du cheptel en 2013 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille reste l'espèce la plus importante en terme d'effectif. Les ménages ont souvent recours à cette espèce pour obtenir de la liquidité, c'est d'ailleurs pour cela que son taux d'exploitation est le plus élevé (80%). Les petits ruminants quant à eux restent les plus exportés sur pieds (53,7% en 2012). Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques compte mettre en œuvre en 2014 l'Enquête Nationale sur le Cheptel. Cette Enquête permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Production brute totale de céréales	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	7,6%	-0,6%
dont : Production brute de mil	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	2,7%	0,0%
dont : Production brute de sorgho	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	5,4%	-2,3%
dont : Production brute de maïs	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	15,4%	1,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	213 584	270 658	240 865	319 390	305 382	9,3%	-4,4%



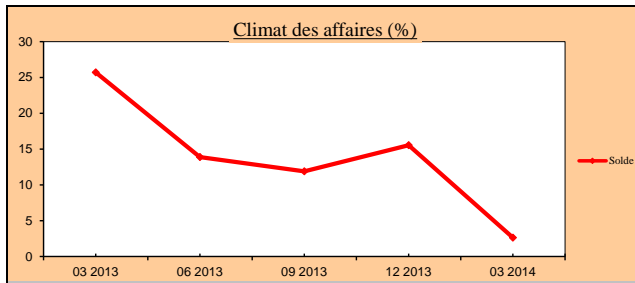
Le second trimestre a été marqué par le lancement officiel de campagne agricole 2014/2015 le 16 mai 2014 à Koukouldi, dans la commune rurale de Ténado, région du Centre-Ouest. Placé sous le thème: « Renforcer l'investissement dans l'agriculture familiale pour l'atteinte de la sécurité alimentaire au Burkina Faso », la présente campagne prévoit une production céréalière de 5,7 millions de tonnes, soit une hausse de 17,9 % par rapport à la campagne écoulée et 32,7 % par rapport aux cinq dernières années; toute chose qui permettra d'assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle au Faso.

Afin d'atteindre ces objectifs, des mesures de soutien et d'accompagnement seront apportées au monde rural dans plusieurs domaines. Il est prévu la réalisation de 2 600 hectares de périmètres aménagés et 3 000 hectares de nouveaux bas-fonds, 17 boullis, 6 050 bassins de stockage, la diffusion de 141 unités mobiles d'irrigation, la mise à disposition des producteurs de 6 063 motopompes et 27 145 tubes PVC.

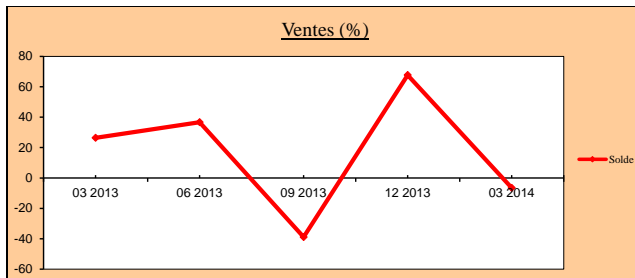
L'Etat et les partenaires techniques et financiers mettront également à la disposition des producteurs, 12 000 tonnes de semences certifiées de variétés améliorées, 34 810 tonnes d'engrais, 28 346 équipements agricoles et 11 960 animaux de trait.

Dans le domaine de la promotion de l'économie agricole, il est attendu, entre autres, la mise en place d'un incubateur au centre de formation d'entrepreneurs agricoles, la réalisation de 6 comptoirs-pilotes fonctionnels, la construction de 62 magasins de stockage et 3 infrastructures de transformation, d'un centre de valorisation des mets locaux et l'organisation de 36 foires et d'expositions-ventes.

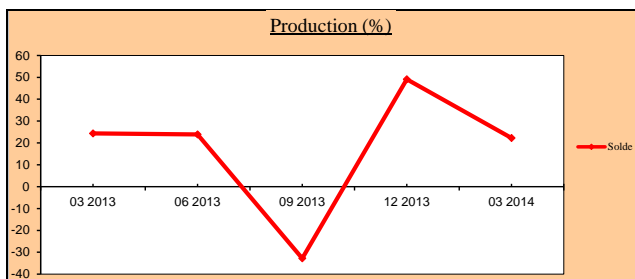
Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

**SOLDES D'OPINION****Climat des affaires**

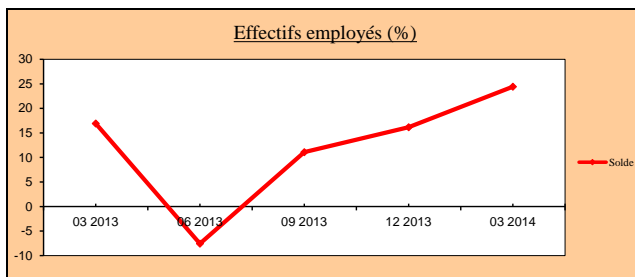
Comparée au quatrième trimestre 2013, les chefs d'entreprises estiment que l'activité s'est déroulée dans un environnement économique favorable au premier trimestre 2014.

**Ventes**

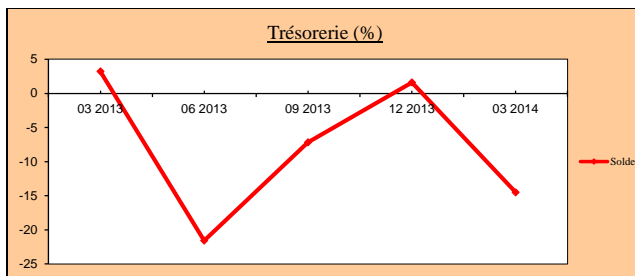
En revanche, les ventes ont connu une baisse comparées à leur niveau observé au quatrième trimestre 2013.

**Production**

Quant à la production, elle poursuit sa hausse entamée un trimestre plus tôt après un répli au troisième trimestre 2013.

**Effectifs employés**

Malgré la baisse des ventes, les effectifs employés sont en hausse au premier trimestre 2014 par rapport au dernier trimestre de 2013.

**Trésorerie des entreprises**

En dépit d'un environnement économique favorable au premier trimestre 2014, les entreprises ont connu des tensions de trésorerie. Cette situation pourrait être expliquée par la réduction des ventes au premier trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

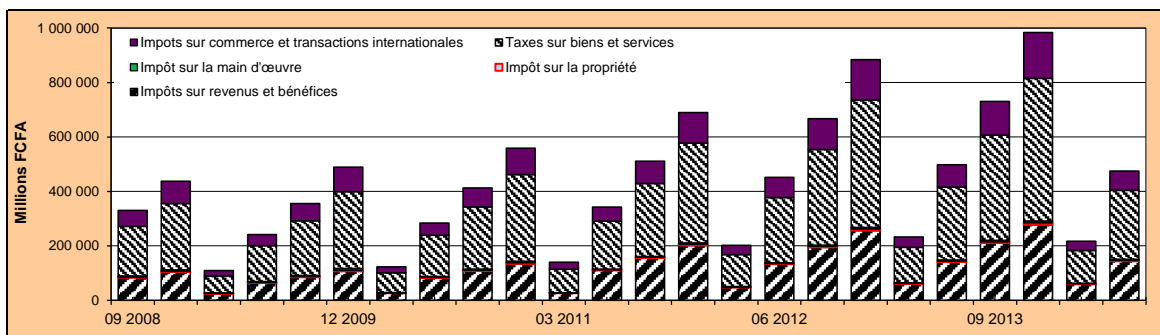
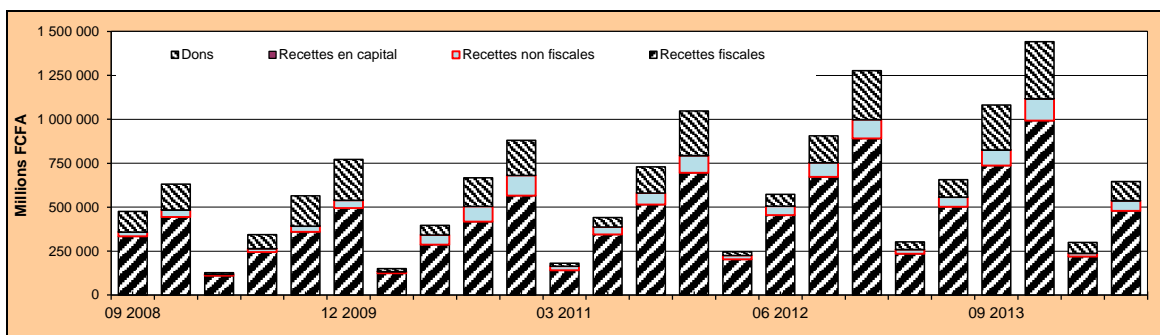


## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat ressortirait déficitaire à fin juin 2014. Le déficit global base engagement s'établirait à 66,2 milliards de francs CFA, contre un excédent de 40 milliards de francs CFA pour la même période l'année précédente. Hors dons, on constate que ce déficit s'accroît (174,7 milliards de francs CFA) alors qu'il était de 52,3 milliards de francs CFA au 30 juin 2013.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 672 172,4</b>	<b>656 926,4</b>	<b>1 081 379,7</b>	<b>1 441 745,6</b>	<b>299 282,9</b>	<b>645 811,3</b>	<b>38,6%</b>	<b>-1,7%</b>
Recettes totales	1 291 832,3	557 157,5	825 207,0	1 117 381,9	237 193,5	537 374,1	41,6%	-3,6%
Recettes courantes	1 291 667,8	557 110,0	825 159,3	1 117 271,0	237 193,4	537 362,5	41,6%	-3,5%
Recettes fiscales	1 158 479,4	501 860,5	737 284,3	992 609,8	218 955,6	478 639,5	41,3%	-4,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	331 853,1	140 889,1	209 864,7	277 195,4	59 004,8	143 041,6	43,1%	1,5%
Impôt sur la main d'œuvre	7 513,9	3 680,9	5 518,0	7 293,2	1 986,4	3 893,3	51,8%	5,8%
Taxes sur biens et services	612 171,4	268 324,4	385 471,5	523 444,4	120 288,0	252 892,7	41,3%	-5,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	191 409,7	81 544,2	124 318,6	168 626,2	34 516,9	71 383,0	37,3%	-12,5%
Autres recettes fiscales	7 723,8	4 026,0	6 783,3	8 895,9	1 635,8	3 574,6	46,3%	-11,2%
Recettes non fiscales	133 188,4	55 249,4	87 875,0	124 661,3	18 237,8	58 723,0	44,1%	6,3%
Recettes en capital	164,464	47,509	47,673	110,846	0,092	11,622	7,1%	-75,5%
<b>Dons</b>	<b>380 340,1</b>	<b>99 768,9</b>	<b>256 172,7</b>	<b>324 363,7</b>	<b>62 089,4</b>	<b>108 437,1</b>	<b>28,5%</b>	<b>8,7%</b>
Projets	266 735,7	76 390,5	144 276,3	205 230,1	25 360,7	59 906,8	22,5%	-21,6%
Programmes	113 604,4	23 378,4	111 896,4	119 133,6	36 728,7	48 530,3	42,7%	107,6%



Les recettes totales et dons seraient mobilisés à hauteur de 645,8 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 656,9 milliards de francs CFA à la même période en 2013, soit une diminution de 11,1 milliards de francs CFA. Cette baisse s'expliquerait par la baisse des recettes fiscales (478,6 milliards à fin juin 2014 contre 501,9 milliards au 30 juin 2013).

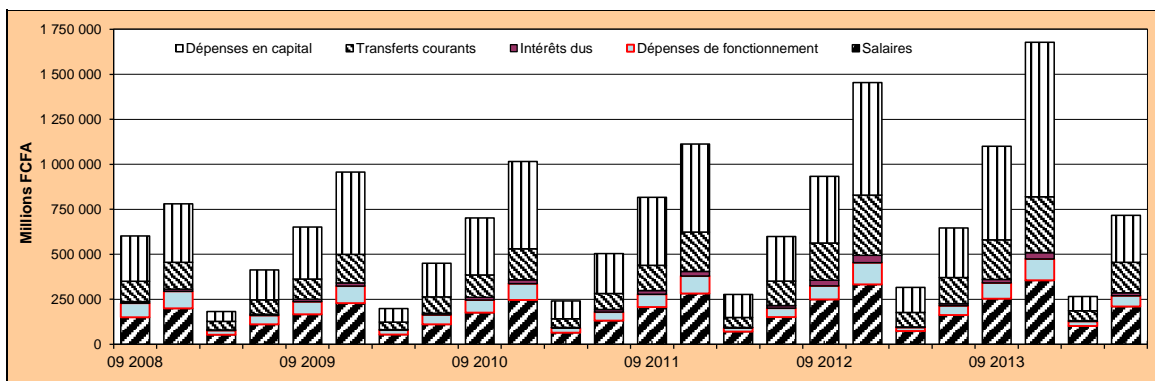
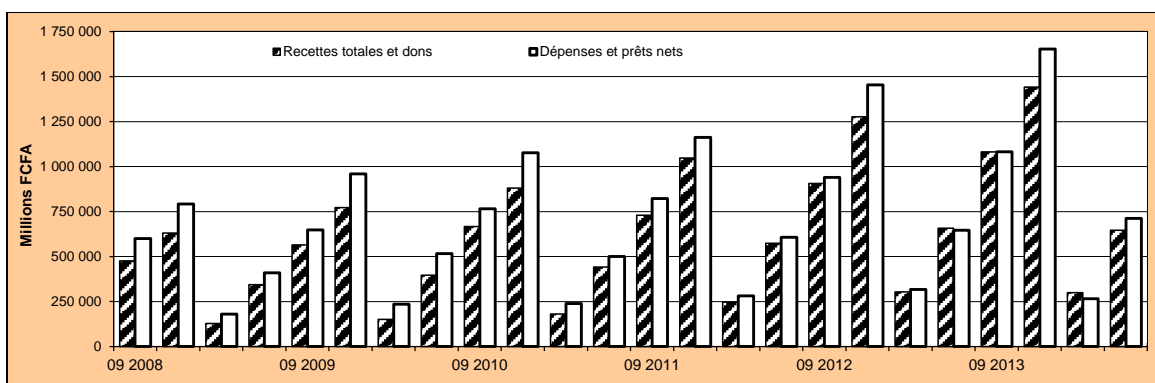
Les recettes propres seraient recouvrées à hauteur de 537,3 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 557,2 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une baisse 19,8 milliards.

Le recouvrement des recettes non fiscales s'établirait à 58,7 milliards de francs CFA, contre 55,2 milliards en fin juin 2013 soit une hausse de 3,5 milliards.

La mobilisation des dons s'élèverait à 108,4 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 99,8 milliards de francs CFA à fin juin 2013.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 746 061,9</b>	<b>646 755,2</b>	<b>1 081 106,0</b>	<b>1 652 656,0</b>	<b>264 900,5</b>	<b>712 046,4</b>	<b>40,8%</b>	<b>10,1%</b>
Dépenses	1 750 062	646 374,8	1 100 297,1	1 677 413,6	265 026,7	716 269,3	40,9%	10,8%
Dépenses courantes	850 279	370 525,9	580 158,3	818 972,1	186 051,3	455 608,4	53,6%	23,0%
Salaires	401 045	162 010,0	252 809,2	355 523,8	101 439,3	209 405,9	52,2%	29,3%
Dépenses de fonctionnement	130 445	51 737,4	87 826,7	118 596,2	25 117,1	59 522,5	45,6%	15,0%
Intérêts dus	29 521	11 554,5	19 193,9	34 755,3	3 634,3	17 484,1	59,2%	51,3%
Transferts courants	289 267	145 224,1	220 328,5	310 096,8	55 860,6	169 196,0	58,5%	16,5%
Dépenses en capital	899 783	275 848,9	520 138,8	858 441,5	78 975,3	260 661,0	29,0%	-5,5%
financées sur ressources propres	521 239	137 835,1	268 120,3	496 978,3	44 373,8	165 299,6	31,7%	19,9%
Prêts nets	-4 000	380,4	-19 191,1	-24 757,7	-126,2	-4 222,9	105,6%	-1210,1%



La situation des finances publiques à fin juin 2014 se caractériserait par une augmentation des dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période en 2013.

En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets ressortirait à 712 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 646,8 milliards de francs CFA à fin juin 2013, correspondant à un accroissement de 10,1% imputable à la hausse des dépenses courantes.

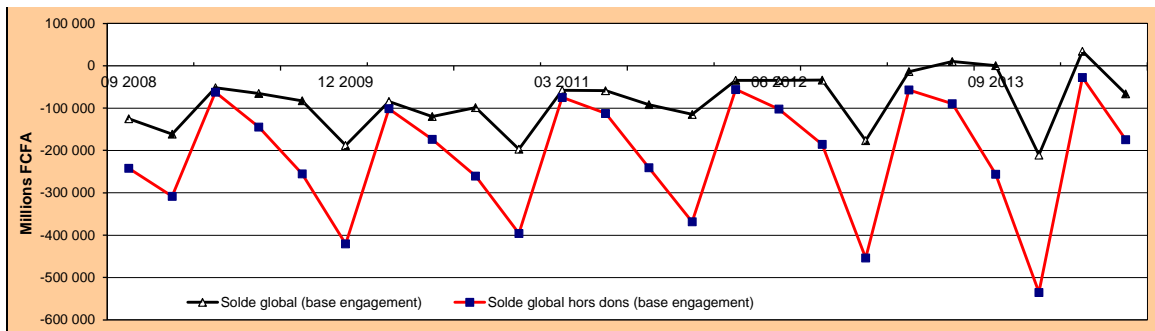
Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 455,6 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 370,5 milliards au 30 juin 2013. Cette évolution serait due principalement à la hausse des dépenses de personnels et de transferts courants et dans une moindre mesure à celle des intérêts payés au titre de la dette publique.

Les dépenses en capital enregistreraient une baisse de 14,8 milliards de francs CFA par rapport à fin juin 2014 en se situant à 260,7 milliards de francs CFA à fin juin 2014.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### SOLDES ET FINANCEMENT

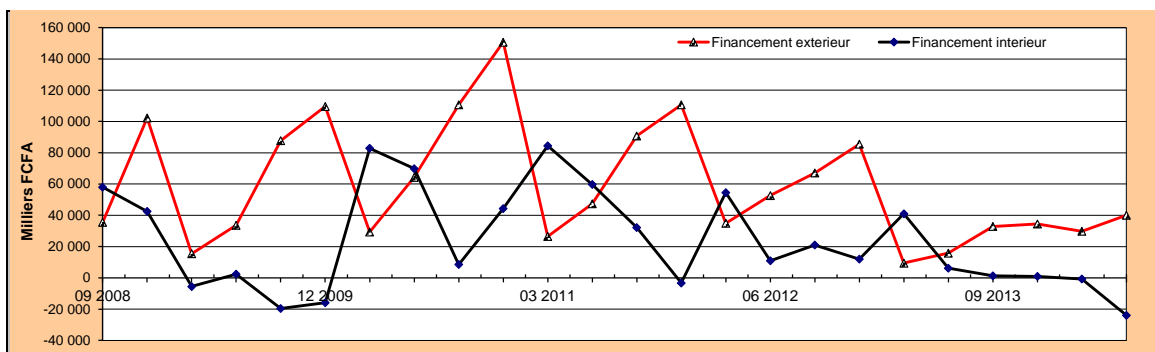
SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-73 889,5</b>	<b>10 171,2</b>	<b>273,7</b>	<b>-210 910,3</b>	<b>34 382,4</b>	<b>-66 235,2</b>	<b>89,6%</b>	<b>-751,2%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-454 230	-89 597,7	-255 899,0	-535 274,1	-27 707,0	-174 672,3	38,5%	95,0%
Solde primaire	-424 709	-78 043,2	-236 705,1	-500 518,8	-24 072,7	-157 188,3	37,0%	101,4%
Solde de base	-75 685	14 097,2	-64 471,2	-269 572,0	5 358,3	-84 056,6	111,1%	-696,3%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-73 889,5</b>	<b>-36 721,5</b>	<b>-36 497,8</b>	<b>-160 087,9</b>	<b>-21 509,0</b>	<b>-13 607,0</b>	<b>18,4%</b>	<b>-62,9%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-454 229,6	-136 490,4	-292 670,5	-484 451,7	-83 598,5	-122 044,1	26,9%	-10,6%



Le déficit global base engagement des opérations financières de l'Etat s'établirait à 66,2 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre 10,2 milliards de francs CFA à fin juin 2013. Hors dons, ce déficit ressortirait à 174,7 milliards de francs CFA à fin juin 2014, soit une dégradation de 85,1 milliards par rapport à la même période en 2013.

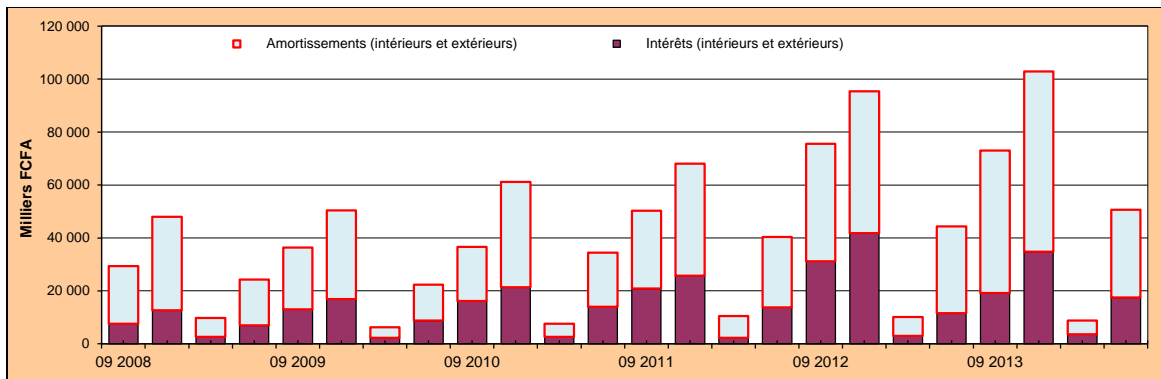
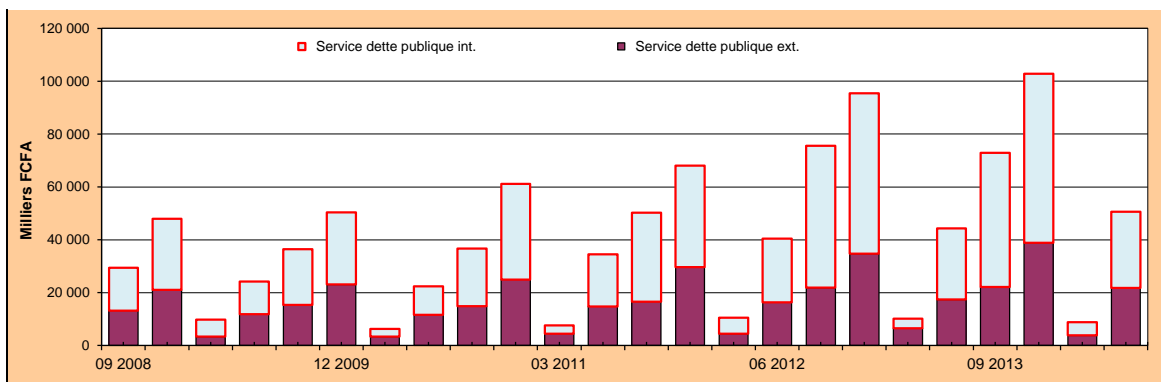
Quant au solde global base caisse, il se chiffrerait à -13,6 milliards de francs CFA à fin juin 2014 contre -36,7 milliards de francs CFA une année auparavant.

FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>18 889,5</b>	<b>21 947,9</b>	<b>34 185,4</b>	<b>35 388,7</b>	<b>29 085,3</b>	<b>16 085,3</b>	<b>85,2%</b>	<b>-26,7%</b>
Financement extérieur	74 552,5	15 813,8	32 881,1	34 445,6	29 819,8	40 060,5	53,7%	153,3%
Décassements extérieurs	102 308,6	27 304,3	47 151,5	60 472,0	31 724,2	54 728,4	53,5%	100,4%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-27 756,1	-11 490,5	-14 270,4	-26 026,4	-1 904,4	-14 667,9	52,8%	27,7%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-55 663,1	6 134,0	1 304,3	943,2	-734,6	-23 975,2	43,1%	-490,9%
Financement bancaire	-55 663,1	7 812,3	-7 919,9	16 583,7	-65,3	-33 922,8	60,9%	-534,2%
Secteur non bancaire	0,0	-1 678,2	9 224,2	-15 640,6	-669,3	9 947,6		-692,7%
Gap de financement	-55 000,0	14 773,7	2 312,4	126 064,6	0,0	0,0	0,0%	-100,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE								
SERVICE CUMULE	Prédiction budgétaire (2013)	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>149 069,0</b>	<b>44 314,4</b>	<b>72 965,6</b>	<b>102 893,6</b>	<b>8 776,8</b>	<b>50 636,7</b>	<b>34,0%</b>	<b>14,3%</b>
Amortissements (int. et ext.)	111 175	32 760,0	53 771,7	68 138,4	5 142,5	33 152,7	29,8%	1,2%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	37 894	11 554,5	19 193,9	34 755,3	3 634,3	17 484,1	46,1%	51,3%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>112 940,0</b>	<b>26 942,4</b>	<b>50 835,9</b>	<b>64 046,9</b>	<b>4 968,1</b>	<b>28 884,8</b>	<b>25,6%</b>	<b>7,2%</b>
Amortissements	83 419	21 269,5	39 501,3	42 111,9	3 238,1	18 484,8	22,2%	-13,1%
Intérêts	29 521	5 672,9	11 334,7	21 934,9	1 729,9	10 400,0	35,2%	83,3%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>36 129,0</b>	<b>17 372,0</b>	<b>22 129,6</b>	<b>38 846,8</b>	<b>3 808,7</b>	<b>21 751,9</b>	<b>60,2%</b>	<b>25,2%</b>
Amortissements	27 756	11 490,5	14 270,4	26 026,4	1 904,4	14 667,9	52,8%	27,7%
Intérêts	8 373	5 881,5	7 859,2	12 820,3	1 904,4	7 084,0	84,6%	20,4%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>144,7%</b>	<b>29,8%</b>

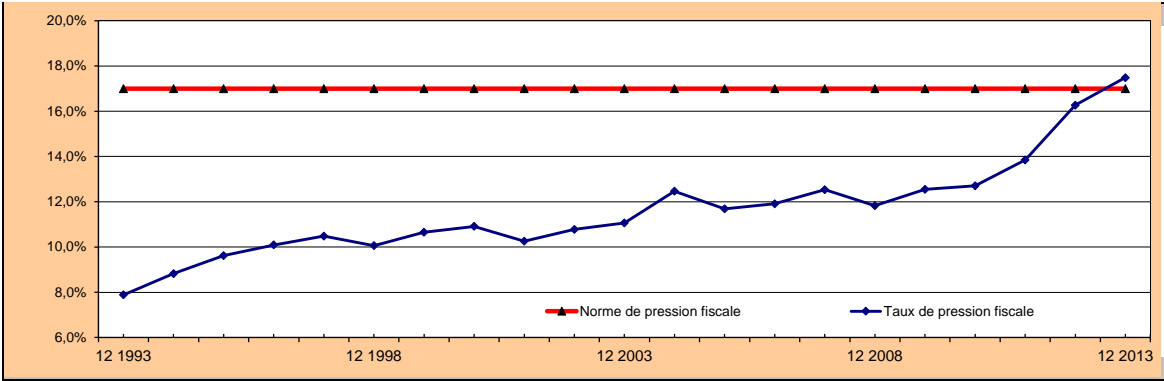


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 4% au 30 juin 2014 contre 3,1 % au 30 juin de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,3%	-5,2%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	27,5%	29,7%	29,0%	30,1%	29,7%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%	50,1%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%	35,8%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-9,1%	-6,1%	-5,3%	-5,5%	-10,9%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	12,7%	13,8%	16,3%	17,5%



Sources : M.E.F.

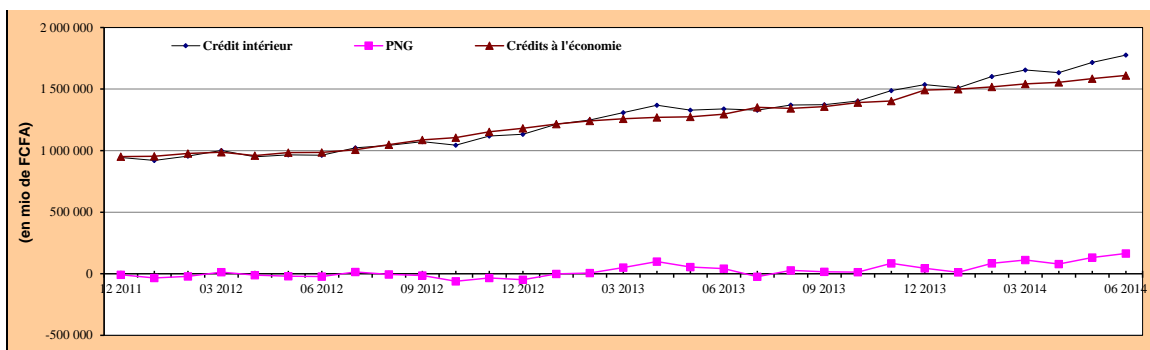
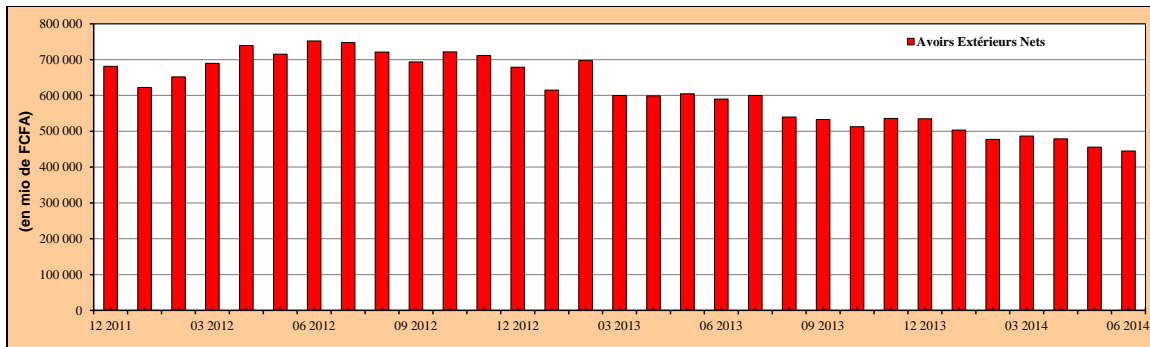
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

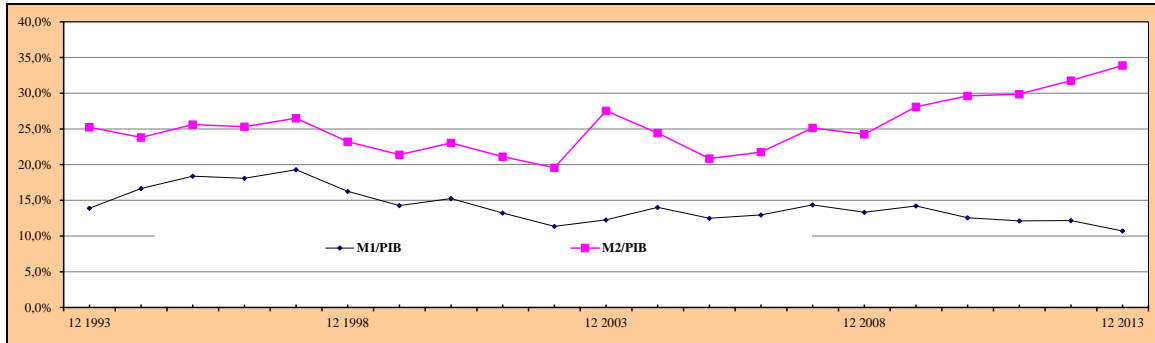
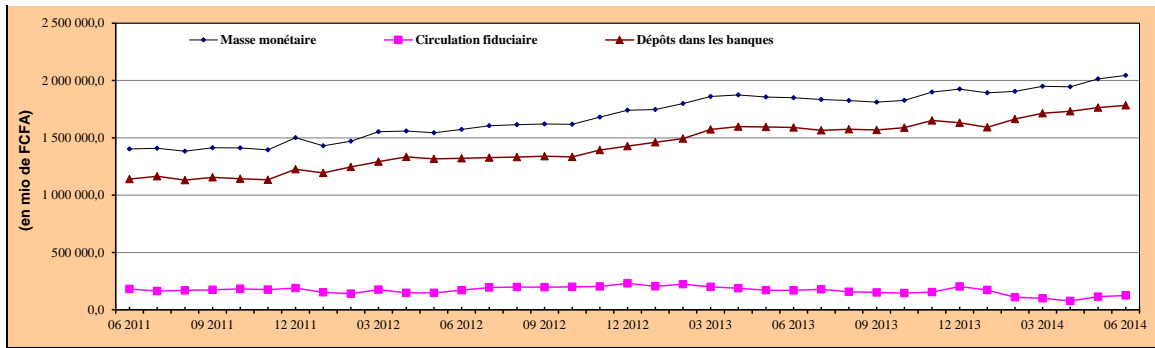
L'évolution des agrégats monétaires entre fin mars 2014 et fin juin 2014 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-8,6%), une augmentation du crédit intérieur (+7,3%) et un accroissement de la masse monétaire (+4,9%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>589 890,7</b>	<b>532 831,9</b>	<b>534 897,3</b>	<b>486 472,7</b>	<b>444 652,9</b>	<b>-41 819,8</b>	<b>-8,6%</b>	<b>-145 237,8</b>	<b>-24,6%</b>
BCEAO	116 738,7	129 975,9	45 158,3	-58 522,3	-88 806,1	-30 283,8	51,7%	-205 544,8	-176,1%
Banques	473 152,0	402 856,0	489 739,0	544 995,0	533 459,0	-11 536,0	-2,1%	60 307,0	12,7%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 338 456,0</b>	<b>1 373 338,2</b>	<b>1 536 458,6</b>	<b>1 655 028,6</b>	<b>1 775 977,3</b>	<b>120 948,7</b>	<b>7,3%</b>	<b>437 521,4</b>	<b>32,7%</b>
PNG	42 456,5	15 991,7	44 167,5	112 423,7	164 971,2	52 547,5	46,7%	122 514,7	288,6%
Crédits à l'économie	1 295 999,5	1 357 346,5	1 492 291,0	1 542 604,9	1 611 006,1	68 401,2	4,4%	315 006,6	24,3%
dont crédits à court terme	733 440,5	774 689,5	882 829,0	881 603,9	907 749,1	26 145,2	3,0%	174 308,6	23,8%
dont crédits de campagne	57 202,0	18 439,0	12 629,0	56 590,0	62 799,0	6 209,0	11,0%	5 597,0	9,8%
dont crédits à moyen et long terme	505 357,0	564 218,0	596 833,0	604 411,0	640 458,0	36 047,0	6,0%	135 101,0	26,7%
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 849 860,9</b>	<b>1 811 096,9</b>	<b>1 924 483,6</b>	<b>1 949 846,3</b>	<b>2 044 454,8</b>	<b>94 608,5</b>	<b>4,9%</b>	<b>194 594,0</b>	<b>10,5%</b>
Circulation fiduciaire	168 796,6	149 908,7	203 148,2	100 072,5	124 788,2	24 715,7	24,7%	-44 008,4	-26,1%
Dépôts dans les banques	1 590 183,7	1 568 220,0	1 631 180,1	1 715 237,6	1 783 058,5	67 820,9	4,0%	192 874,8	12,1%
dont dépôts à vue	791 432,7	723 502,0	781 917,1	814 687,6	853 116,5	38 428,9	4,7%	61 683,8	7,8%
dont dépôts à terme	513 004,0	555 364,0	549 042,0	584 498,0	594 150,0	9 652,0	1,7%	81 146,0	15,8%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>78 485,8</b>	<b>95 073,2</b>	<b>146 872,3</b>	<b>191 655,0</b>	<b>176 175,4</b>	<b>-15 479,6</b>	<b>-8,1%</b>	<b>97 689,6</b>	<b>124,5%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13
Est.					
<b>M1/PIB</b>	14,2%	12,6%	12,1%	12,2%	10,7%
<b>M2/PIB</b>	28,1%	29,6%	29,9%	31,8%	33,9%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 486,5 milliards de FCFA à fin mars 2014 à 444,7 milliards de FCFA à fin juin 2014, soit un reflux de 41,8 milliards de FCFA (-8,6%). Cette baisse est imputable à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-30,3 milliards de FCFA) et des banques de dépôts (-11,5 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 30,3 milliards de FCFA (-51,7%) résulte de la baisse des avoirs extérieurs bruts, accentuée par un accroissement de ses engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts de la BCEAO se sont établis à 160,2 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre à 181,7 milliards de FCFA à fin mars 2014, soit une baisse 21,6 milliards de FCFA (-11,9%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 249,0 milliards de FCFA à fin juin 2014, contre 240,3 milliards de FCFA à fin mars 2014, soit un accroissement de 8,7 milliards de FCFA (+3,6%). S'agissant de la contraction des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, elle résulte d'un accroissement plus important de leurs engagements extérieurs (+53,3 milliards de FCFA) que celui de leurs avoirs extérieurs bruts (+41,8 milliards de FCFA) au cours de la même période.

Le crédit intérieur s'est gonflé de 121,0 milliards de FCFA (+7,3%) à fin juin 2014, en ressortant à 1 776,0 milliards de FCFA contre 1 655,0 milliards de FCFA à fin mars 2014. Cet accroissement est attribuable aussi bien aux crédits à l'économie qu'à la PNG. En effet, la PNG est passée de +112,4 milliards de FCFA à fin mars 2014 à +165,0 milliards de FCFA à fin juin 2014, soit une détérioration de 52,5 milliards de FCFA (+46,7%). Cette évolution est expliquée par une baisse des créances de l'Etat (-36,2 milliards de FCFA, soit -10,5%) accentuée par la hausse de ses engagements (+16,3 milliards de FCFA, soit +3,6%).

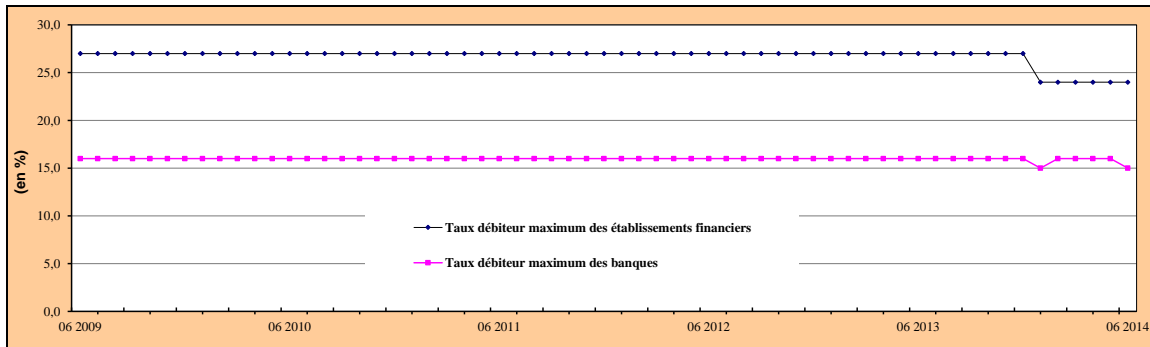
Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1 611,0 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre 1 542,6 milliards de FCFA à fin mars 2014 (+68,4 milliards de FCFA, soit +4,4%). Cette expansion a été portée par les crédits ordinaires (+62,2 milliards de FCFA, soit +4,2%) et les crédits de campagne (+6,2 milliards de FCFA, soit +6,2%).

La masse monétaire, suivant l'évolution résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 94,6 milliards de FCFA (+4,9%) à fin juin 2014 en ressortant à 2 044,5 milliards de FCFA contre 1 949,8 milliards de FCFA à fin mars 2014. Cette progression est expliquée notamment par l'accroissement des dépôts en banques (+67,8 milliards de FCFA, soit +4,0%) et en CNE (+2,7 milliards de FCFA, soit 2,1%) et par la hausse de la circulation fiduciaire (+24,7 milliards de FCFA, soit +24,7%).

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Variation	
	2013	2013	2013	2014	2014	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	11,0	-16,6%	-16,6%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	11,0	633,3%	633,3%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	15,0	-6,3%	-6,3%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	10,0	-13,0%	-13,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	17,5	16,7%	16,7%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	18,0	50,0%	50,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	15,0	15,0	0,0%	-16,7%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au premier semestre de 2014.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 17,50% au cours du premier semestre 2014.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Sources : B.C.E.A.O.

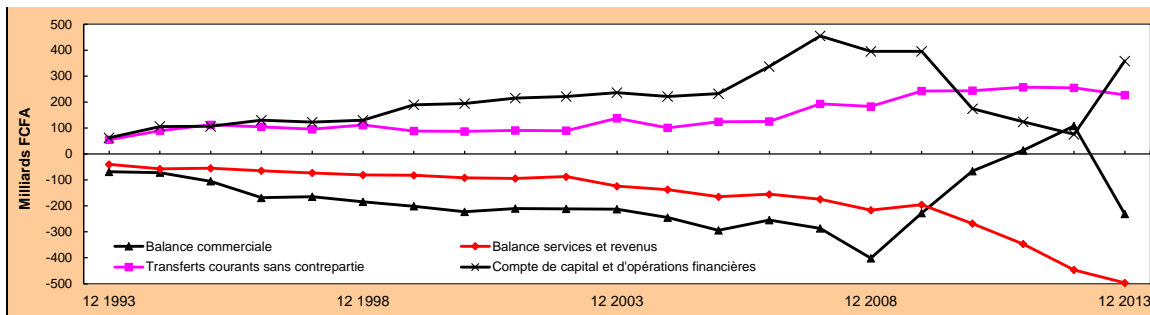


## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2013 seraient affectés par le repli des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités exportées de coton fibre ainsi que la poursuite de la progression des quantités exportées des autres produits tels que le sésame, la noix de cajou et le karité. Le solde des transactions courantes se dégraderait de 8,8 points de pourcentage du PIB en 2013 par rapport à 2012, pour se situer à -10,3% du PIB.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Var. 2013	
						Var./2012	Var./2011
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	425,2	788,0	1 132,0	1 464,3	1 508,6	3,0%	15,4%
Importations de biens FOB	652,8	853,6	1 117,8	1 355,8	1 739,1	28,3%	24,7%
Balance commerciale	-227,6	-65,6	14,2	108,5	-230,5		
Services	-192,6	-265,1	-343,1	-407,6	-460,9	13,1%	15,9%
Revenus	-2,6	-3,2	-3,7	-39,1	-35,5	-9,2%	208,8%
Balance des services et revenus	-195,2	-268,3	-346,8	-446,6	-496,3	11,1%	19,6%
Transferts courants sans contrepartie	242,8	244,0	257,0	255,3	227,5	-10,9%	-5,9%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-180,0	-89,9	-75,6	-82,9	-499,3	502,6%	157,0%
Transferts en capital	132,9	98,9	91,1	137,8	243,7	76,9%	63,6%
Opérations financières	262,6	75,5	32,9	-61,7	114,7		86,7%
Comptes de capital et d'opérations financières	395,5	174,3	124,0	76,1	358,4	371,1%	70,0%
Erreurs et omissions	8,7	1,5	-4,3	3,4	3,1	-9,6%	
Solde global	224,1	86,0	44,1	-3,4	-137,8	3988,5%	



A fin décembre 2013, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 137,8 milliards de FCFA, contre -3,4 milliards de FCFA enregistré en 2012, soit une dégradation de 134,5 milliards de FCFA. Cette régression du solde global des comptes extérieurs découlerait de la détérioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes au titre de l'année 2013 se détériorerait de 533,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2012, en dégradation de 8,8 points de pourcentage du PIB en 2013 par rapport à 2012, pour se situer à -10,3% du PIB. Cette détérioration est en relation avec les soldes déficitaires de la balance commerciale et de la balance des services. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 347,3 milliards de FCFA en 2013, après un excédent exceptionnel de 108,5 milliards de FCFA en 2012, soit une dégradation de 455,7 milliards de FCFA, provenant du repli des exportations d'or et de l'accroissement des importations. Les exportations devraient s'établir à 1 343,5 milliards de FCFA en 2013, en baisse de 8,3% par rapport à 2012. Cette évolution des exportations est imputable à la baisse des recettes minières de 279,5 milliard de FCFA (-24,1%) en relation avec la baisse des cours mondiaux de l'or (-30,6%). Toutefois, cette baisse serait atténuée par la hausse des recettes d'exportation de zinc (+156,6 milliards de FCFA) et celles issues des produits agricoles (+105,5 milliards de FCFA) notamment celles du coton dont la valeur a crû de 49,9 milliards de FCFA (+29,9%) passant de 167,1 milliards en 2012 à 217,1 milliards de FCFA en 2013 malgré la baisse du prix moyen du coton de 11,6%. Les importations ressortiraient à 1 690,7 milliards de FCFA en 2013, contre 1 355,8 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une hausse de 24,7%. Cet accroissement est imputable principalement aux importations de biens alimentaires (+19,5 milliards de FCFA), des produits pétroliers (+39,4 milliards de FCFA) et des biens d'équipement (+42,8 milliards de FCFA). S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste passerait de -407,6 milliards de FCFA en 2012 à -460,9 milliards de FCFA en 2013, soit une dégradation de 13,1%, imputable pour l'essentiel aux transports, notamment la rubrique « fret » dont le solde déficitaire s'est accentué de 26,6% par rapport à 2012.

Le compte du revenu primaire ressortirait déficitaire à 35,5 milliards de FCFA contre -39,1 milliards de FCFA en 2012, soit une amélioration de 9,2%, imputable à la baisse des paiements nets aux non-résidents au titre de la rémunération des salariés (-11,2%) et des revenus des investissements (-7,9%) opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication. Quant au solde du compte du revenu secondaire, il s'établirait à 227,5 milliards de FCFA contre 255,3 milliards de FCFA en 2012, soit une baisse de 10,9%, imputable à l'évolution des transferts de l'Administration publique (-50,8 milliards de FCFA), en liaison avec la baisse de 28,2% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale. Au titre du compte de capital, le solde s'élèverait à 243,7 milliards de FCFA au cours de l'année 2013, contre 137,8 millions de FCFA en 2012, soit une hausse de 76,9%, en liaison avec l'accroissement de 83,9% des transferts en capital au profit de l'Administration publique. Quant au compte financier, il enregistrerait un solde de -230,9 milliards de FCFA en 2013 contre un solde de +61,7 milliards de FCFA en 2012, soit une dégradation de 474,2%. Cette variation du solde du compte financier s'expliquerait par celle des autres investissements (-313,1 milliards de FCFA).

Sources : B.C.E.A.O.

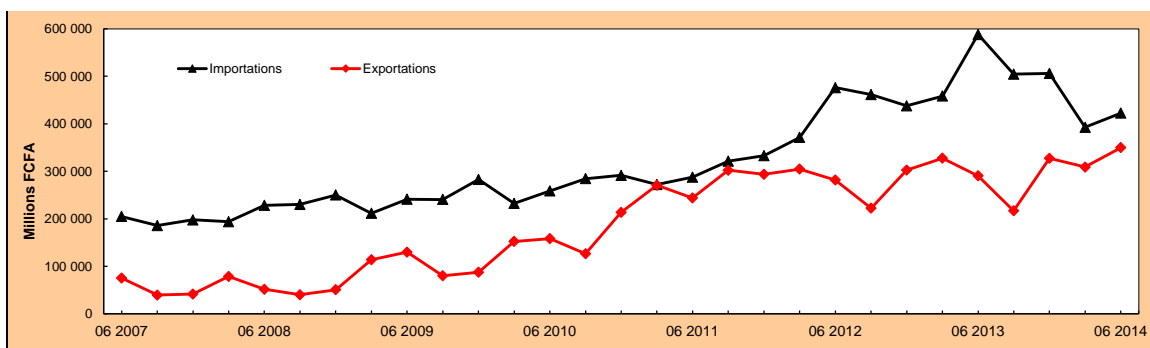
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>							
<b>IMPORTATIONS EN VALEURS</b> (En mio Francs CFA)	<b>2. Trim.</b>	<b>3. Trim.</b>	<b>4. Trim.</b>	<b>1. Trim.</b>	<b>2. Trim.</b>	<b>Glissement</b>	
	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>trimestriel</b>	<b>annuel</b>
<b>TOTAL</b>	<b>588 091,1</b>	<b>504 471,8</b>	<b>505 930,8</b>	<b>392 565,2</b>	<b>422 710,3</b>	<b>7,7%</b>	<b>-28,1%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 394,1	4 442,4	5 194,8	4 753,1	4 942,7	4,0%	12,5%
Produits du règne végétal	29 443,2	32 499,0	23 554,1	20 446,8	19 661,2	-3,8%	-33,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 965,9	3 716,6	4 423,4	3 465,5	4 340,2	25,2%	-27,3%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 260,9	31 633,8	28 290,0	21 196,3	24 427,4	15,2%	-21,9%
Produits minéraux	154 796,0	133 846,9	149 041,9	126 458,4	153 336,6	21,3%	-0,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	94 839,4	55 572,0	61 551,6	65 121,3	52 138,6	-19,9%	-45,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	18 415,6	20 375,7	19 881,1	13 884,5	13 040,7	-6,1%	-29,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	489,9	606,4	244,3	379,4	166,2	-56,2%	-66,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 421,4	1 057,2	1 395,0	1 108,0	1 541,3	39,1%	8,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 739,8	7 634,5	5 708,1	4 658,2	4 450,1	-4,5%	-6,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 021,7	10 299,3	20 878,6	8 767,0	6 638,3	-24,3%	-49,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 717,6	1 719,7	2 495,8	2 257,9	1 586,7	-29,7%	-7,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 221,3	3 606,6	3 646,7	3 930,0	3 128,0	-20,4%	-25,9%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	131,0	187,1	182,4	160,0	79,9	-50,1%	-39,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	50 281,7	38 725,2	44 183,6	32 720,8	34 660,5	5,9%	-31,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	108 311,7	99 943,4	86 178,8	46 605,1	54 011,2	15,9%	-50,1%
Matériel de transport	56 308,2	49 902,5	39 508,3	29 134,3	34 496,1	18,4%	-38,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 508,2	3 601,0	5 570,7	3 337,5	4 762,0	42,7%	5,6%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	186,7	874,4	297,0	937,2	164,0	-82,5%	-12,2%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 7,7% (30,1 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2014. En effet, la baisse des importations de produits des industries chimiques (-13,0 milliards de FCFA) et de matières textiles (-2,1 milliards de FCFA) n'a pu contenir la hausse de la facture pétrolière de 26,9 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la baisse observée au premier trimestre 2014 se poursuit. Presque toutes les sections ont enregistré des baisses mais les plus importantes sont celles des importations des machines et appareils, matériel électrique de 54,3 milliards de FCFA, des produits des industries chimiques de 42,7 milliards de FCFA, de matériels de transports de 21,8 milliards de FCFA, des métaux communs et ouvrages de 15,6 milliards de FCFA et des produits du règne végétal de 9,8 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>290 663,0</b>	<b>216 773,2</b>	<b>327 374,5</b>	<b>309 009,6</b>	<b>349 967,6</b>	<b>13,3%</b>	<b>20,4%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 001,4	544,4	702,1	519,1	1 526,4	194,0%	52,4%
Produits du règne végétal	26 155,8	16 493,5	59 458,6	52 657,8	23 859,0	-54,7%	-8,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	5 392,1	7 679,6	54 685,7	44 216,2	5 556,1	-87,4%	3,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 079,5	803,2	1 554,8	962,0	1 058,1	10,0%	-2,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 639,3	1 482,5	1 450,3	2 619,0	1 613,0	-38,4%	-1,6%
Produits minéraux	202,5	117,2	146,9	283,6	5 265,0	1756,5%	2500,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	890,7	348,3	741,2	547,3	785,6	43,5%	-11,8%
Mat. plastiç. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	194,6	193,0	1 887,0	289,6	458,2	58,2%	135,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	495,8	178,3	253,7	392,4	346,3	-11,7%	-30,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	129,8	30,9	8,8	15,2	0,0	-99,9%	-100,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	27,7	132,0	28,7	16,0	23,6	47,7%	-14,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	60 753,8	16 704,1	63 279,5	100 731,6	77 777,3	-22,8%	28,0%
dont coton fibre	58 945,0	15 758,8	61 940,8	99 539,0	76 069,2	-23,6%	29,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	32,9	21,0	27,6	37,7	29,4	-22,0%	-10,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	84,1	116,8	86,0	119,5	349,1	192,1%	315,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	192 725,7	169 897,8	177 210,9	127 579,8	208 791,7	63,7%	8,3%
dont or	192 725,7	169 897,8	177 208,2	127 579,8	208 791,4	63,7%	8,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	963,8	3 329,2	10 967,5	13 882,4	13 441,6	-3,2%	1294,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 837,8	3 305,6	3 533,3	3 904,7	8 064,1	106,5%	184,2%
Matériel de transport	989,9	2 014,8	5 167,8	1 899,0	5 936,5	212,6%	499,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	154,2	168,9	672,7	494,9	254,7	-48,5%	65,2%
Marchandises et produits divers	158,5	823,2	147,3	131,9	309,0	134,3%	94,9%

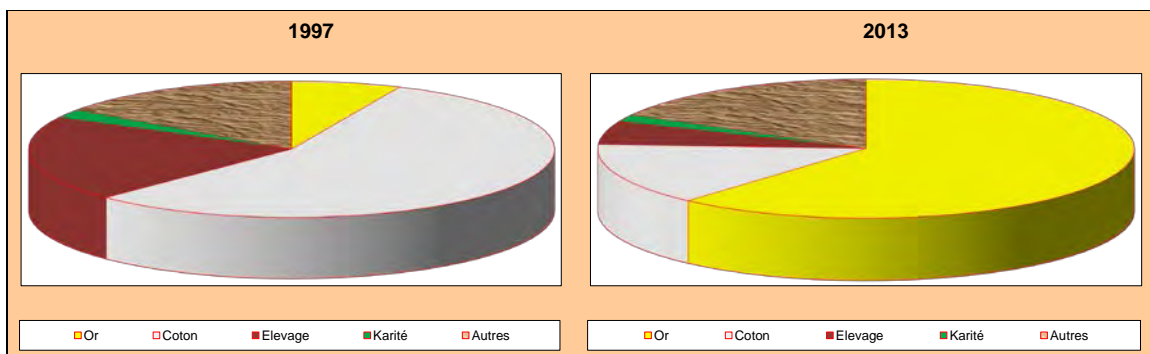


Au deuxième trimestre 2014, les exportations enregistrent une hausse de 13,3% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 309,0 milliards FCFA au premier trimestre 2014 à 350,0 milliards FCFA. Cette hausse est principalement imputable aux exportations d'or non monétaire. En effet, les exportations d'or non monétaire enregistrent une hausse de 81,2 milliards FCFA; contenant la baisse des exportations d'arachide, de sésame et autres graines et fruits oléagineux de 38,7 milliards de FCFA ; et de coton fibre de 23,5 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une hausse des exportations de 20,4%. Cette hausse est soutenue par la hausse des exportations de coton fibre de 29,1% soit 17,1 milliards de FCFA, de l'or non monétaire de 8,3% soit 16,1 milliards de FCFA et des métaux communs et ouvrages de 12,5 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1997	2010	2011	2012	2013
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	6,7%	65,0%	75,3%	79,4%	61,5%
Part du coton dans total	55,7%	14,4%	11,5%	11,6%	14,4%
Part des produits de l'élevage dans total	20,3%	8,3%	6,3%	5,4%	5,5%
Part du karité dans total	2,1%	2,5%	2,0%	1,7%	1,7%
Part des autres produits dans total	15,2%	9,8%	4,9%	2,0%	16,9%

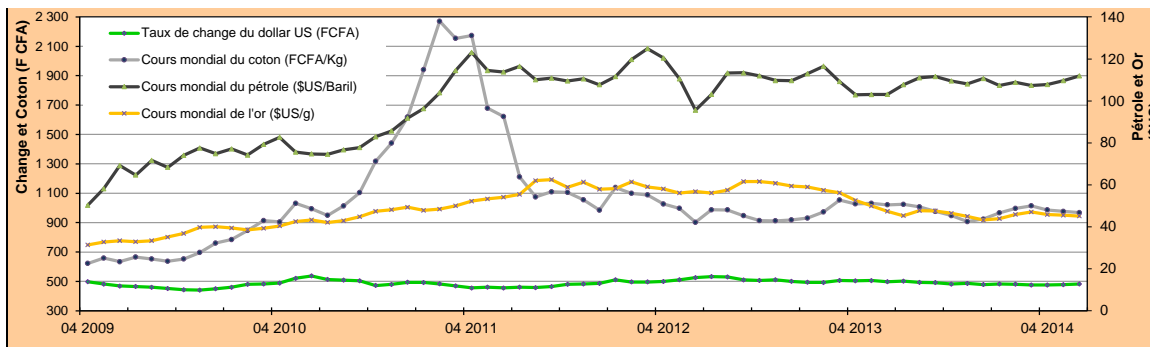


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (55,7%) et celles de produits de l'élevage (20,3%) en 1997, il ressort une prédominance de l'or avec 79,4% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivi la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	Moyenne trimestrielle	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	502,2	495,3	482,0	478,9	478,3	-0,1%	-4,8%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	103,0	110,1	109,4	107,9	109,8	1,8%	6,6%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 044,8	2 024,3	1 921,5	2 072,8	2 041,9	-1,5%	-0,1%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	49,9	46,9	44,9	45,6	45,5	-0,4%	-8,9%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	51,7	54,5	52,7	51,7	52,5	1,7%	1,5%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 026,9	1 002,7	926,1	992,4	976,5	-1,6%	-4,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	25,1	23,2	21,6	21,8	21,7	-0,5%	-13,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,020	0,018	0,018	0,019	0,019	-3,2%	-6,3%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, après trois trimestres consécutifs d'appréciation, le franc CFA s'est déprécié vis à vis du dollar américain au deuxième trimestre 2014. Il s'est situé en baisse de 0,1% au deuxième trimestre, après une hausse de 0,7% enregistrée au premier trimestre 2014. En moyenne, le franc CFA s'est échangé à 478,3 francs pour un dollar au premier trimestre 2014 contre 478,9 francs un trimestre auparavant. Comparé à la même période de l'année 2013, la monnaie de la zone Franc s'est dépréciée de 4,8%. Cette évolution s'expliquerait d'une part, par un dollar renforcé par les effets de la réduction de la politique assouplissante de la banque centrale américaine et d'autre part, par les statistiques positives de la conjoncture enregistrées par l'économie américaine au deuxième trimestre 2014.

**- Prix des produits exportés :**

Le cours du coton a renoué avec la baisse au deuxième trimestre 2014, après avoir connu un redressement au trimestre précédent. Toutefois, il stagnait au-dessus de la barre de 2 000 dollars la tonne. Le coton fibre s'est échangé en moyenne à 2 041,9 dollars la tonne au deuxième trimestre 2014 contre 2 072,8 dollars un trimestre plus tôt, soit un repli de 1,5% contre une progression de 7,9% un trimestre auparavant. En glissement annuel, le cours de l'or blanc est resté quasiment stable (-0,1%) après une hausse de 4,6% au trimestre précédent. Exprimé en franc CFA, le prix du coton fibre est en baisse de 1,6%, passant de 992,6 FCFA le kilogramme au premier trimestre à 976,5 FCFA au deuxième trimestre 2014. Ce léger repli s'explique par une hausse attendue de la production mondiale portée par l'embellie de la production américaine.

Le cours de l'once d'or, après avoir observé une phase de reprise timide au premier trimestre 2014, a renoué avec la baisse au deuxième trimestre. Le cours de l'or a maintenu sa baisse entamée depuis le mois d'avril 2014. L'or a enregistré un repli de sa valeur de 0,4% au deuxième trimestre contre une hausse de 1,7% au trimestre précédent. Le gramme d'or valait en moyenne 45,5 dollars au deuxième trimestre 2014 contre 45,6 dollars un trimestre auparavant. Comparé à la même période de l'année précédente, l'or a cédé 8,9% de sa valeur contre 20,7% au premier trimestre 2014. Exprimé en franc FCFA, le cours de l'once d'or est en baisse de 0,5% en rythme trimestriel, s'établissant en moyenne à 21 746 FCFA le gramme au deuxième trimestre 2014 contre 21 849 FCFA au trimestre précédent. Cette situation est expliquée par la bonne performance de l'économie américaine qui aurait contribué à freiner les investissements dans les valeurs refuges.

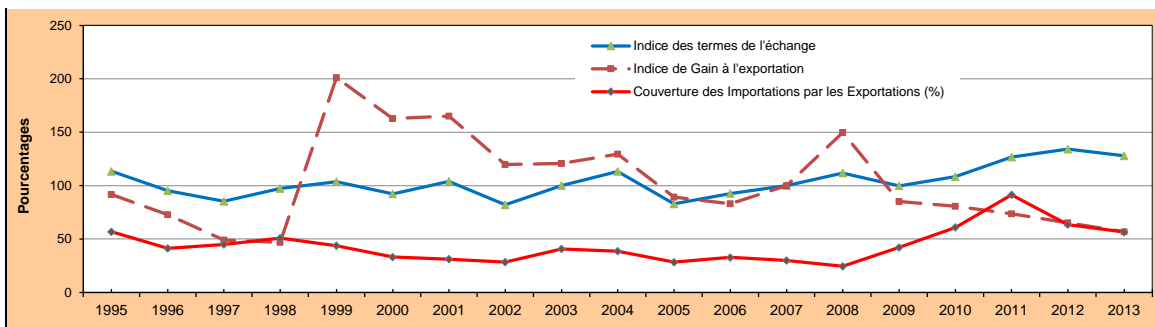
**- Prix des produits importés :**

Le cours du baril de pétrole a renoué avec la hausse au deuxième trimestre 2014, après deux trimestres consécutifs de baisse. Le baril de pétrole s'est renchéri de 1,8%, passant de 107,8 dollars le baril au premier trimestre à 109,8 dollars au deuxième trimestre 2014. Au premier trimestre 2014, le cours du Brent baissait de 1,4%. En glissement annuel, le baril de pétrole est en hausse de 6,6% au deuxième trimestre 2014. Exprimé en franc CFA, le cours de l'or noir est en hausse de 1,7% et 1,5% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Les tensions sur les cours du pétrole seraient dues à l'aggravation des aléas géopolitiques liée notamment aux récents événements au Moyen-Orient et en Ukraine.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	Var. 2013	
						Var./2012	Var./2011
Indice prix à l'exportation	119,4	130,5	150,2	171,4	169,9	-0,9%	13,2%
Indice prix à l'importation	119,5	120,3	118,5	127,8	133,0	4,0%	12,2%
Indice des termes de l'échange	99,9	108,4	126,7	134,1	127,8	-4,7%	0,9%
Indice de gain à l'exportation	85,1	80,8	73,6	65,2	56,8	-12,8%	-22,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	42,1	60,9	91,5	63,6	56,5	-11,2%	-38,2%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 à 63,6% en 2012 et à 56,5% en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPSE :	Direction Générale de la Prédiction, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPIC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

### Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SOW, Arouna</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa</b>	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>ZONGO, S. Lambert</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP